



DÉCLARATION LIMINAIRE FORMATION SPÉCIALISÉE DU 12/09/2023

Le 17 avril dernier, le Président de la République décrétait la fin de la mobilisation contre la réforme des retraites et le début d'une période de « 100 jours d'apaisement ».

Au-delà de l'urgence de protection des personnes et des biens, des chantiers de fonds doivent être entrepris, à rebours des politiques libérales menées par le gouvernement. Les réponses uniquement sécuritaires face aux colères qui s'expriment depuis de nombreuses années (gilets jaunes, retraites...) ne résolvent aucun des problèmes de la société française. Au contraire, elles font le terreau de l'extrême droite qui instrumentalise la violence et menace la démocratie.

Pour la CGT, le gouvernement doit créer les conditions de l'apaisement :

- en refondant la police républicaine et son lien à la population, avec l'engagement d'un travail de fond en matière de formation, de management et de directive de maintien de l'ordre ;
- en menant une politique active et ferme de lutte contre le racisme et contre toute forme de discrimination dans les services publics et dans la société ;
- en créant d'urgence un plan de renforcement et de financement des services publics à hauteur des besoins sur tout le territoire, dans une perspective de justice et de mixité sociale ;
- en donnant à l'école les moyens matériels et humains de permettre à chaque enfant, où qu'il ou elle grandisse en France de devenir un·e adulte libre et responsable pour se réaliser pleinement en tant que personne, sur son lieu de vie comme au travail ;
- en résolvant la crise sociale et politique qui s'exprime en France sous diverses formes avec des actes de solidarité, de revalorisation du travail et de lutte contre la précarité.

C'est dans ce contexte de tensions que va se tenir ce comité social d'administration en formation spécialisée. Nous ne pouvons aborder les conditions de travail difficiles des agents sans parler du fiasco GMBI ! Voilà un bel exemple de simplification qui ne fait que créer de la pagaille aux guichets des finances publiques et sème la confusion dans la population. Alors que les SIP ont été touchés par des suppressions d'emploi, ils se retrouvent confrontés à un afflux massif de contribuables.

L'ensemble de ces réformes, simplifications, ou restructurations, ne sont en rien des outils d'améliorations des conditions de vie au travail et du service public. Ce ne sont que des mesures budgétaires.

Nous sommes réunis ici pour examiner un ordre du jour axé sur les nouvelles prérogatives du CSAL/FS. À l'instar de son ancêtre le CHSCT, la FS concerne principalement les conditions de vie au travail des agents de la DDFiP. Et quelles conditions... entre GMBI, les travaux de la cité administrative et Cavaillon, et les nouvelles préconisations locales concernant le télétravail, les agents en voient de toutes les couleurs...

La CGT restera extrêmement vigilante et combative afin que le bien-être des agents reste au coeur des préoccupations de la direction, et surtout qu'aucun droit des agents ne soient bafoués.

Les élu·e·s de la formation spécialisée